

André Versaille

Éditeur

Discours de la conférence de Bandoeng

par

Nehru, le 24 avril 1955

Tiré du livre

LES 100 DISCOURS QUI ONT MARQUÉ LE XX^e SIÈCLE

Sous la direction de

Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann



Édition établie et présentée par
Hervé Broquet, Catherine Lanneau et Simon Petermann

Les 100 discours
qui ont marqué
le XX^e siècle

Préface de Jean-François Lisée
Introduction de Geoffroy Matagne

❧ *André Versaille éditeur* ❧

52 – NEHRU
DISCOURS DE LA CONFÉRENCE DE BANDOENG

24 avril 1955

Première démonstration de force du Tiers Monde sur la scène internationale, la conférence de Bandoeng est intimement liée à plusieurs concepts politiques : neutralisme, non-alignement, afro-asiatisme. Elle a également permis à l'Europe et à l'Amérique du Nord d'appréhender plus concrètement certains enjeux nés de la décolonisation. De plus en plus nombreux de conférence en conférence, les divers États se réclamant de l'esprit de Bandoeng ont autant d'affinités que de divergences, ce qui ne manque pas de les déformer. Leurs chefs eux-mêmes ont des motifs d'action variables, déterminés par leur stratégie diplomatique personnelle. Le Premier ministre indien Nehru suit ainsi une ligne dont l'origine remonte à la fin du XIX^e siècle.

*Aux sources d'un coup de tonnerre*¹

Il est difficile de dater l'origine du mouvement qui allait engendrer la conférence de Bandoeng. Il est clair cependant que la Seconde Guerre mondiale a joué un rôle d'accélérateur et de révélateur. Au cours du conflit, l'« homme blanc », incarnation de l'impérialisme colonial aux yeux de nombreux autochtones, s'est retrouvé en situation de faiblesse par rapport à l'envahisseur nippon et les mouvements nationalistes ont su, un peu partout en Asie, tirer profit de la situation et affirmer avec force, au sortir de la guerre, leur volonté d'émancipation. La décolonisation du continent s'est alors opérée, plus ou moins pacifiquement selon les régions, et les différents pays devenus autonomes ont cherché à développer entre eux un mouvement de solidarité. La première conférence des nations asiatiques a lieu à New Delhi le 12 mars 1947, soit quelques semaines avant la proclamation de l'indépendance de l'Inde et du Pakistan. Elle rassemble deux cent cinquante délégués, venus de vingt-cinq pays. Deux ans plus tard, une deuxième conférence se tient dans la capitale indienne, en présence également de l'Australie et de deux pays africains, l'Égypte et l'Éthiopie. Toujours en 1949, un groupe rassemblant nations asiatiques, arabes et africaines se constitue à l'ONU, afin de mener une politique concertée, notamment sur le plan colonial, et dégagée de la logique des blocs.

Le prélude direct à Bandoeng se déroule en trois temps au cours de l'année 1954. Du 5 avril au 2 mai, les dirigeants de cinq nations asiatiques – Birmanie (Myanmar), Ceylan

¹ L'expression est du leader sénégalais Léopold Sédar Senghor.

(Sri Lanka), Indonésie, Inde et Pakistan – se réunissent à Colombo afin d'examiner la situation indochinoise alors que s'ouvre la conférence de Genève qui va mettre fin à la guerre. À cette occasion, les Indonésiens lancent l'idée d'une conférence générale à l'échelle du continent. Au même moment, un traité sur le Tibet est signé entre l'Inde et la république populaire de Chine, traité dont l'esprit est présenté comme exemplaire par Nehru et le ministre chinois des Affaires étrangères, Chou En-lai, le 28 juin 1954, à l'issue d'un sommet bilatéral. Il énumère en effet, sous le vocable de *Panch Shila*, les principes de cohabitation harmonieuse entre deux pays qui adhèrent à des systèmes socio-économiques différents: respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, interdiction de toute agression, non-ingérence dans les affaires intérieures, égalité de droits et entraide, coexistence pacifique. Les 28 et 29 décembre 1954, à Bogor, en Indonésie, les cinq puissances de Colombo se revoient et se font puissances invitantes pour une grande conférence afro-asiatique à Bandoeng au printemps 1955. Vingt-cinq pays, parmi lesquels figurent des dominions, sont invités mais sept seulement sont des États africains – la décolonisation de l'Afrique étant encore limitée. D'autres pays reçoivent le droit d'envoyer des observateurs: c'est le cas de l'URSS, du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie. Cette volonté de resserrer les liens entre les États d'Asie et d'Afrique et d'examiner en commun les questions de tout ordre s'inscrit dans un contexte d'extension de la logique des blocs, à laquelle les puissances de Colombo veulent échapper. En effet, c'est à ce moment que se crée l'OTASE, Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est, sur le modèle de l'OTAN, entre les États-Unis, les puissances « impériales » que sont ou furent le Royaume-Uni et la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Philippines, la Thaïlande et le Pakistan.

Convergences et divergences des Afro-Asiatiques

Sur les trente pays appelés à se réunir à Bandoeng, en Indonésie, du 18 au 24 avril, vingt-neuf répondent présents. Seule la Fédération d'Afrique centrale, rassemblant le Nyassaland et les deux Rhodésies², s'abstient de se faire représenter car elle sait qu'elle sera la cible d'attaques nourries en raison de sa politique de ségrégation raciale. L'Afrique du Sud n'a d'ailleurs pas été invitée, pas plus que les deux Corées ou Israël, stigmatisé au-delà du monde arabe. En plus des cinq puissances invitantes (Indonésie, Ceylan, Birmanie, Inde et Pakistan), la conférence accueille des délégations venues d'Égypte, d'Éthiopie, de la Côte de l'Or (futur Ghana), du Libéria, du Soudan, de Libye, de Turquie, de Jordanie, de Syrie, du Liban, d'Afghanistan, d'Arabie Saoudite, du Yémen, d'Iran, d'Irak, des Philippines, des deux Vietnams, du Siam (Thaïlande), du Laos, du Cambodge, du Népal, du Japon et de Chine populaire. Ces délégations sont dirigées par des personnalités de premier plan, princes, Premiers ministres ou ministres des Affaires étrangères, et les débats qui se tiennent en anglais concernent trois grands axes relevant de trois commissions, l'une politique, une autre culturelle et la troisième économique.

Cependant, l'ordre du jour est loin d'être précis et les pays occidentaux redoutent de voir Bandoeng servir les intérêts de l'URSS en s'apparentant à une simple tribune

² C'est-à-dire, aujourd'hui, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe.

anticolonialiste et antioccidentale. En réalité, les pays présents sont loin de toujours partager les mêmes opinions sur les grands problèmes de l'heure. Un consensus est atteint en ce qui concerne le développement économique et culturel de la sphère afro-asiatique, qui doit se réaliser dans un contexte de large coopération et moyennant une aide de l'ONU, ainsi que sur l'application généralisée du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Dans ce cadre, le refus de tout colonialisme et de toute ségrégation est affirmé et diverses nations sont nommément citées comme défailtantes : Israël par rapport aux Arabes palestiniens, l'Afrique du Sud au sujet de l'apartheid, les Pays-Bas, concernant la Nouvelle-Guinée occidentale réclamée par l'Indonésie, le Royaume-Uni au sujet d'Aden et du protectorat sur le Sud-Yémen et enfin la France, mise en cause pour sa politique au Maghreb. Cependant, une discussion animée a lieu concernant le terme même de colonialisme : est-il uniquement applicable aux nations occidentales ou peut-on estimer que l'URSS le pratique, elle aussi ? Les avis sont partagés et on décide, dans le communiqué final, de bannir le colonialisme *dans toutes ses manifestations* – formule suffisamment vague pour satisfaire tout le monde. Des frictions du même genre naissent sur la question de Formose, c'est-à-dire de la Chine nationaliste, jusqu'à ce que Chou En-lai, au nom de la Chine populaire, propose d'ouvrir une négociation directe sur le sujet avec les États-Unis³.

Bref, il apparaît clairement que les contingences de la guerre froide pèsent de tout leur poids sur les rapports entre nations afro-asiatiques. On compte à Bandoeng des États communistes, comme la république populaire de Chine et le Vietnam du Nord, mais aussi plusieurs pays liés par traité au bloc occidental, comme la Turquie, les Philippines, l'Irak ou le Siam, et, enfin, des États résolument décidés au neutralisme, c'est-à-dire au refus de s'engager ou de s'aligner au côté de l'un ou l'autre camp. Ce concept dont le premier chef de file fut chronologiquement le Yougoslave Tito, est essentiellement défendu, à la conférence, par l'Égyptien Nasser qui veut en faire l'instrument d'une politique de balance entre l'Est et l'Ouest, et par l'Indien Nehru qui dans son discours devant la commission politique va le présenter comme une exigence morale et identitaire.

la voix du neutralisme indien

Né à Allahabad, au Cachemire, au sein de la caste brahmanique et fils d'un avocat nationaliste, Jawaharlal Nehru (1889-1964) a suivi de brillantes études en Inde puis en Grande-Bretagne. Diplômé de droit, il entame une carrière au Barreau de sa ville natale en 1912. Quatre ans plus tard, il rencontre Gandhi dont il devient un fidèle au sein du Congrès, le mouvement nationaliste hindou, tout en se distinguant de lui par sa conception laïque et socialiste du pouvoir. En 1926, il séjourne en URSS et, en 1938, apporte son aide aux républicains espagnols. Entre 1920 et 1945, Nehru est plusieurs fois emprisonné, tout comme Gandhi, pour ses activités antibritanniques et passe au total presque dix années derrière les barreaux. De 1924 à 1926, il officie en tant que chef de l'*Allahabad Municipal Corporation*, l'équivalent de la mairie, puis, de 1926 à 1928, prend la tête de l'*All India Congress Committee*, l'une des principales

³ Cette proposition restera toutefois sans lendemain.

instances du Congrès. En 1929 enfin, il est élu président du parti, un poste qu'il retrouvera en 1936 et 1937. Au sein de celui-ci, il se classe parmi les plus radicaux, soucieux d'obtenir l'indépendance complète de l'Inde et non simplement le statut de dominion. Au début du second conflit cependant, et contrairement à Gandhi, il décide de soutenir l'effort de guerre de Londres, seul moyen, pense-t-il, d'obtenir gain de cause une fois la victoire britannique acquise. Mais l'intransigeance anglaise le conduit à évoluer et à soutenir la campagne de boycott *Quit India*, ce qui lui vaut de subir près de trois ans de prison. La guerre terminée et les travaillistes britanniques ayant accédé au pouvoir, la voie de l'indépendance est ouverte. Très populaire, Nehru est alors désigné comme chef du gouvernement intérimaire. Le 15 août 1947, il devient Premier ministre à part entière et le restera jusqu'à sa mort.

En politique étrangère, Nehru est profondément influencé par l'idée de neutralisme et de non-alignement qui est développée au sein du Congrès dès la fin du XIX^e siècle. Sa conviction est que la création de blocs antagonistes conduit à la guerre et que la seule possibilité pour un État émergent de jouer un rôle actif sur la scène mondiale est d'affirmer son indépendance, de se poser en arbitre et de rester sur le seul terrain de la diplomatie. L'idée de Nehru est de créer une vaste zone de paix afro-asiatique capable d'exercer une forme de pression morale sur les deux blocs et de promouvoir ainsi son identité. C'est ce qu'il exprime à Bandoeng le 24 avril 1955 en renvoyant dos à dos les États-Unis et l'URSS, *tous deux basés*, dit-il, *sur de faux principes*. Partant du postulat qu'aucun des deux blocs n'est en mesure de conquérir l'Inde par la force, il affirme son intention de ne prendre part à aucun conflit, sauf en cas de légitime défense et de s'opposer à la force militaire et nucléaire par la *force morale*. Il souligne que l'arme atomique et la naissance d'un monde bipolaire ont profondément modifié le contexte des relations internationales, chaque conflit localisé pouvant désormais dégénérer en guerre mondiale aux conséquences incalculables. Dès lors, il appelle à préserver un large *espace non aligné*, gage d'*impartialité* et d'*équilibre*.

Les répercussions de Bandoeng

Le discours de Nehru est approuvé par d'autres délégués, notamment celui de la Syrie, mais un compromis est nécessaire pour concilier pays alignés et non alignés en vue du communiqué final. Les principes du *Panch Shila* y sont associés aux *Sept piliers de la paix* de Mohammed Ali Jinnah, Premier ministre du Pakistan, pays signataire de l'OTASE, pour aboutir à dix principes de coexistence pacifique, directement inspirés de la Charte de l'ONU. L'un d'entre eux évoque le *refus de recourir à des arrangements de défense collective destinés à servir les intérêts particuliers des grandes puissances, quelles qu'elles soient*, ce qui laisse la porte ouverte à des pactes régionaux. Pour le reste, le communiqué final évoque une coopération économique et culturelle et réclame l'autonomie de tous les *peuples dépendants* ainsi que la réduction des armements et l'élimination des armes nucléaires. Dans le camp occidental, la conférence de Bandoeng a suscité un vif intérêt mais également une grande inquiétude, nombre d'États supportant mal d'être mis en accusation pour « colonialisme ». C'est particulièrement le cas de la France qui a vu les nationalistes marocains, tunisiens et algériens bénéficier d'une tribune. Chacun comprend, en tout cas, que le Tiers Monde est une force en devenir,

un ensemble de puissances qui, unies, peuvent peser lourd sur la scène internationale et déplacer le centre de gravité mondial. Ainsi, les conséquences immédiates de Bandoeng sont avant tout psychologiques : la conférence renforce le mouvement en faveur d'une rapide décolonisation, rend audible la voix des peuples hier sous tutelle et conduit les deux blocs à prendre en compte l'existence d'une possible « troisième force ».

Néanmoins, ni l'afro-asiatisme ni le non-alignement ne parviendront à créer une dynamique susceptible de concrétiser ces potentialités. Le premier va se structurer via des organisations non gouvernementales et des accords de coopération et de concertation, surtout après 1960 et la grande vague de décolonisation africaine. Cependant, les rythmes et les modes de développement divergeront fortement selon les régions et de nombreux pays vont conserver des liens économiques et culturels particuliers avec leur ancienne métropole. Les solidarités se construiront donc avant tout sur un plan régional. Sous l'égide de Nasser, Nehru et Tito, le non-alignement va, quant à lui, tenter d'exister par le biais de conférences régulières, dont la première se tient à Belgrade en 1961. Mais il connaîtra plusieurs crises, d'une part parce que certains pays, loin d'être réellement neutralistes, vont se faire, comme Cuba, les chevaux de Troie de la diplomatie soviétique, et, d'autre part, parce que le principe de la coexistence pacifique ne sera pas toujours respecté. Pensons, sous Nehru, à la guerre sino-indienne de 1962, provoquée par Pékin. Dans les années 1980, le mouvement des non alignés, qui avait trouvé naguère son consensus sur la question du colonialisme, forgera son unité sur la volonté de démantèlement de l'arsenal nucléaire des grandes puissances. Après 1989, la chute du bloc communiste et l'avènement d'un nouvel ordre mondial conduiront ses membres à redéfinir leur positionnement diplomatique.

DISCOURS DE LA CONFÉRENCE DE BANDOENG

Monsieur le Président, le débat a déjà pris une tournure bien plus importante que nous ne l'avions prévu. En fait, le principal chapitre⁴ a été traité dans son intégralité. Nous venons juste d'avoir l'avantage d'écouter le distingué représentant de la Délégation turque qui nous a dit ce qu'il appartient à un dirigeant responsable de la nation de faire ou de ne pas faire. Il nous a présenté un judicieux exposé de ce que je pourrais appeler une représentation des vues de l'un des blocs majeurs existant actuellement dans le monde. Je ne doute pas que du côté de l'autre bloc, une disposition tout aussi judicieuse des choses pourrait être présentée. Je n'appartiens à aucun des deux et je propose de n'appartenir à aucun des deux quoi qu'il puisse advenir dans le monde. Si nous devons demeurer

⁴ La question de l'anticolonialisme.

seuls, nous ferons face par nous-mêmes, quoi qu'il arrive (et l'Inde a fait face seule, sans aucune aide contre un puissant empire, l'Empire britannique) et nous en assumerons toutes les conséquences [...]

Nous ne sommes pas d'accord avec les enseignements communistes, nous ne sommes pas d'accord avec les enseignements anticommunistes, car ils sont tous deux basés sur de faux principes. Je n'ai jamais remis en question le droit de mon pays à se défendre lui-même, il doit le faire. Nous nous défendrons nous-mêmes, quelles que soient les armes et la force dont nous disposons, et, si nous ne disposons pas d'armes, nous nous défendrons sans armes. Je suis absolument certain qu'aucun pays ne peut conquérir l'Inde. Même les deux grands blocs réunis ne peuvent conquérir l'Inde, pas même à l'aide de la bombe atomique ou de la bombe thermonucléaire. Je connais la valeur de mon peuple. Mais je sais aussi que si nous nous rallions à d'autres, toutes grandes puissances qu'elles soient, si nous nous en remettons à eux pour survivre, alors nous sommes effectivement faibles [...]

Mon pays a fait des erreurs. Chaque pays fait des erreurs. Je ne doute pas que nous ferons d'autres erreurs à l'avenir ; nous trébucherons, tomberons et nous relèverons. Les erreurs de mon pays et peut-être les erreurs des autres pays présents ici ne portent pas à conséquence ; mais les erreurs des grandes puissances ont, elles, des conséquences sur le monde et peuvent amener à une terrible catastrophe. Je parle avec le plus grand respect pour ces grandes puissances car elles n'excellent pas seulement en matière militaire, mais aussi en matière de développement, de culture et de civilisation. Mais ma conviction est que l'excellence conduit parfois à de fausses valeurs, de fausses références. Lorsqu'ils commencent à raisonner en terme de puissance militaire – qu'il s'agisse du Royaume-Uni, de l'Union soviétique ou des États-Unis – alors ils empruntent un chemin dangereux qui pourrait conduire à la conquête du monde par l'écrasante puissance d'un seul pays. Jusqu'à ce que le monde ait réussi à se prémunir de cela, je ne peux préjuger de l'avenir [...]

En ce qui me concerne, peu importe l'endroit où la guerre surviendra, nous n'y prendrons pas part sauf pour nous défendre nous-même. Si je me joins à l'un ou l'autre de ces grands groupes, je perds mon identité [...]. Si le monde entier était divisé entre ces deux gros blocs, qu'en résulterait-il ? L'inévitable résultat serait la guerre. De plus, chaque étape qui mène à la réduction de cet espace que l'on pourrait appeler l'espace non aligné est une étape dangereuse et qui conduit à la guerre. Cela ne fait que réduire cette impartialité, cet équilibre, ce regard extérieur par lequel les autres pays démunis de puissance militaire peuvent peut-être exercer une influence.

Honorables Membres, vous avez mis l'accent avec insistance sur la force morale. C'est avec la force militaire que nous devons composer maintenant, mais je suis convaincu que la force morale a son importance et qu'en dépit des bombes atomiques et à thermonucléaires de la Russie, des États-Unis ou d'autres pays, la force morale de l'Asie et de l'Afrique doit avoir son importance [...]

Beaucoup de membres présents ici n'acceptent pas à l'évidence l'idéologie communiste, tandis que quelques-uns l'acceptent. Pour ma part, je ne l'accepte pas. Je suis une personne positive, pas une personne « anti-quelque chose ». Je ne veux que des bienfaits pour mon pays et pour le monde. De plus, sommes-nous, nous les pays d'Asie et d'Afrique, dénués de tout intérêt excepté le fait d'être pro-communistes ou anti-communistes ? En sommes-nous arrivés là, à ce que les grands penseurs qui ont donné au monde les religions et tant d'autres choses doivent maintenant coller aux talons d'un de ces groupes ou d'un autre et être les faire-valoir de cette comédie ou encore d'exécuter leurs souhaits et d'occasionnellement oser émettre une idée ? C'est ce qu'il y a de plus dégradant et de plus humiliant pour toute personne ou nation qui se respecte. Cela m'est insupportable de penser que les grands pays d'Asie et d'Afrique pourraient abandonner la liberté qui les lie pour se dégrader et s'humilier de la sorte. [...]

Je vous ferais remarquer que tous les pactes réalisés jusqu'ici n'ont fait qu'apporter l'insécurité et non la sécurité aux pays qui les ont signés. Ils n'ont fait que se rapprocher du danger représenté par les bombes atomiques et tout le reste, ce qui n'aurait pas été le cas s'ils avaient agi autrement. Ces pactes n'ont augmenté la force d'aucun pays. Ils ont produit une certaine image de la sécurité mais c'est une image fautive. C'est une mauvaise chose pour n'importe quel pays de se laisser endormir dans ce genre de sécurité [...]

Aujourd'hui, dans le monde, non seulement à cause de la présence de ces deux colosses mais aussi avec l'arrivée de l'âge atomique et thermonucléaire, je constate que tout le concept de guerre, de paix, de politique a changé. Nous pensons et agissons toujours selon l'ancienne doctrine. Peu importe ce que les généraux et les soldats ont appris dans le passé, c'est inutile à l'ère atomique. Ils ne comprennent pas ses implications et son usage. Comme l'a dit un éminent critique militaire : « La conception entière de la Guerre a changé. » Il en est ainsi. À présent, il importe peu qu'un pays soit plus puissant qu'un autre en matière atomique ou thermonucléaire. Il ne peut simplement que causer plus de ruines que l'autre. C'est ce que cela signifie lorsque l'on dit que le point de saturation a été atteint. Un pays a beau être puissant, l'autre pays est également puissant. Dites-vous bien cela, le monde ne peut qu'en souffrir ; il ne peut y avoir

de victoire. On peut dire, peut-être de façon assez juste, que le fait d'être sous la menace d'un danger si terrible, va pousser les peuples à s'abstenir de partir en guerre. Je l'espère... Le problème est que, même si les gouvernements s'emploient à éviter la guerre, il peut soudainement se produire quelque chose qui entraînera le conflit et la ruine totale. Il y a un autre facteur : la configuration actuelle du monde rend possible une agression. S'il y a une agression où que ce soit dans le monde, cela peut déboucher sur une guerre mondiale. Peu importe où a lieu l'agression. Si un seul commet une agression, ce sera la guerre mondiale.

Je veux que les pays présents ici en prennent conscience et ne pensent pas en termes de limitations. Aujourd'hui, une guerre même limitée peut déboucher sur un conflit d'envergure. Même si l'on fait d'abord usage des armes atomiques tactiques, comme on les appelle, l'étape suivante sera l'usage de grosses bombes atomiques. Vous ne pouvez pas stopper ce genre de choses. Dans son combat pour la vie ou pour la mort, un pays ne s'arrêtera pas par manque de bombes, il ne s'arrêtera pas à cause de notre fermeté ou de la fermeté de qui que ce soit d'autre, il s'engagera dans la guerre, la ruine et l'annihilation des autres avant d'être lui-même annihilé complètement. L'annihilation ne résultera pas seulement des pays engagés dans le conflit, mais aussi des vagues de radioactivité qui détruiront tout sur des milliers et des milliers de miles. C'est le constat à faire. Il ne s'agit pas d'une opinion abstraite, il ne s'agit pas de débattre d'idéologie ; ni de discuter de l'Histoire passée. Il s'agit de regarder le monde tel qu'il est aujourd'hui.